



Fédération des Centres
sociaux et Socioculturels
de France

10, rue Montcalm
BP 379
75869 Paris Cedex 18
Tél. 33 (0)1 53 09 96 16
Fax 33 (0)1 53 09 96 00
fcsf@centres-sociaux.fr
www.centres-sociaux.fr

Grand débat national

Prenons notre part !

Le 8 décembre dernier, le Conseil d'Administration de la FCSF a travaillé sur un communiqué à envoyer au réseau sur la « crise » des gilets jaunes.

La FCSF maintient son regard sur les enjeux de la mobilisation des gilets jaunes : « Ce mouvement est complexe, spontané, nouveau dans ses formes de mobilisation et d'expression et les questions de justice sociale, de démocratie, de dignité sont au cœur des revendications. Elles sont aussi le cœur de notre projet politique ... ». (extrait du communiqué de la FCSF du 8 décembre).

Avant tout, la FCSF condamne toutes les formes de violence physiques ou verbales qui portent atteintes à la dignité des personnes et au respect de leurs convictions, de leurs engagements ou de leurs missions. Elle se positionne dans le cadre de la loi et de la république.

Le 10 décembre, le Président de la République a annoncé la tenue d'un grand débat national du 15 janvier au 15 mars 2019. La FCSF propose que les centres sociaux prennent leur part dans ce débat.

Nous pensons que l'enjeu est désormais à l'entrée dans la complexité des questions de démocratie et de justice sociale exprimées par le mouvement des gilets jaunes. À partir de l'expression des colères et d'un réel sentiment d'injustice, la phase de proposition nous oblige toutes et tous, citoyens et acteurs des centres sociaux à mieux comprendre notre fonctionnement démocratique et politique afin de pouvoir contribuer à des propositions construites et responsables. Nous devons rentrer dans une démarche d'éducation populaire : de compréhension partagée, d'analyse partagée, de propositions débattues, voire partagées pour toutes les revendications et questions traitées.

Sans être dupes des limites de la démarche telle qu'elle nous est proposée, sur ses objectifs et sur ses finalités, elle représente néanmoins une occasion unique de débattre dans nos territoires et de contribuer à une re-politisation des habitants et notamment ceux qui sont les plus éloignés dans une vraie perspective d'éducation populaire.

Comment prendre notre part ?

C'est parce que les centres sociaux sont avant tout au service des habitants et de leurs expressions que les centres sociaux font la proposition de participer à ce grand débat.

A minima et s'ils le veulent, ils peuvent proposer un temps de débat au sein des instances habitantes du centre social (Conseil d'Administration, comité d'habitants, ...) – ce temps de débat peut être ouvert aux adhérents, voire aux habitants du territoire. Ces contributions seront remises officiellement aux élus du suffrage universel qui seront les garants légitimes de l'utilisation qui en sera faite (ainsi que via le site « granddebat.fr »).

Ils peuvent aussi vouloir participer à l'organisation de débats collectifs.

Il nous semble effectivement que c'est un collectif d'acteurs de chaque territoire qui peut trouver – ou pas – les ingrédients d'un débat local réussi. Les centres sociaux pouvant contribuer à l'initiative de ce regroupement d'acteurs et ensuite apporter leurs compétences ou aides matérielles au service d'une dynamique collective.

C'est collectivement – avec les gilets jaunes, collectivités et associations locales – que des solutions adaptées aux acteurs peuvent émerger. Nous pensons, que dans certains territoires, cette démarche devrait pouvoir garantir les conditions d'un débat contradictoire riche, avec une animation « neutre » et reconnue comme telle par le plus grand nombre et avec la plus grande diversité possible d'habitants. Effectivement, débattre, tenter de construire du commun est nécessaire lorsque la période est troublée comme actuellement – même si personne ne peut aujourd'hui garantir qu'il y aura des suites (et lesquelles) à ce « grand débat ».

Nous proposons donc que les centres sociaux qui peuvent ou souhaitent s'engager dans la création de ce type de débat, tentent de réunir le plus grand nombre de représentants de collectivités et d'associations – ainsi que les gilets jaunes repérés sur le territoire – pour voir ensemble si ces acteurs veulent organiser un débat, pour en définir ensemble les contours, les méthodes et les règles du jeu et pour choisir ensemble les conditions qui devraient permettre la neutralité de l'animation ainsi que la mobilisation du plus grand nombre de personnes possibles.

Mais encore ...

Nous rappelons que nous animons une dynamique de réflexion et de proposition pour « refonder » la protection sociale en France depuis plus de 3 ans (avec le Secours Catholique, le Réseau des Accorderies et AequitaZ). Cette démarche est largement contributive à la réflexion nationale sur les questions de justice sociale. Les fédérations du réseau, les centres sociaux peuvent s'en emparer, contribuer, proposer des temps de réflexion autour de ces questions en s'appuyant sur les productions de ce chantier dans les semaines, mois et années à venir !

Enfin, dans le cadre de notre démarche de préparation du congrès des centres sociaux de 2013, nous avons recueillis plus de 2000 contributions d'habitants qui ont fait l'objet d'une publication intitulée « Ecouter – comprendre – agir ». Nous vous proposons de renvoyer cette publication aux élus, aux députés et sénateurs comme un élément de contribution. Voir le lien numérique : http://www.centres-sociaux.fr/files/2012/02/doc_ECA_bassedef.pdf

Le Bureau de la FCSF - 16 janvier 2019